

<https://journal.alternatives.ca/?Au-Guatemala-une-compagnie-petroliere-franco-britannique-detruit-une-region>



Au Guatemala, une compagnie pétrolière franco-britannique détruit une région naturelle protégée

Reporterre
le quotidien de l'écologie

ves - Publications - Articles et analyses - Articles de l'extérieur -
Date de mise en ligne : vendredi 30 mai 2014

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Au Guatemala, une compagnie pétrolière franco-britannique détruit une région naturelle protégée

Dans la région du Péten, au nord du Guatemala, la compagnie pétrolière franco-britannique Perenco exploite des puits de pétrole dans une zone protégée et reconnue pour la richesse de sa biodiversité. Une activité qui menace aussi les populations rurales indigènes.

Juan Antonio Nasarro Lopez pointe du doigt la région du Péten située au nord du pays, près de la frontière avec le Mexique, sur la carte du Guatemala accrochée au mur. « Depuis sept ans, j'habite à Nueva Vista Hermosa, à 150 km du Parc national Laguna del Tigre, explique cet homme de 43 ans au visage émacié, barré d'une moustache et au corps sec. Notre communauté comprend trois cents familles. Nous sommes tous de petits agriculteurs qui tentons de survivre en cultivant du maïs et des haricots sur de maigres lopins de terre ».

Cette vie, déjà difficile, est perturbée par les activités de la compagnie pétrolière franco-britannique Perenco dans la région. « Tout près de ma terre passe un oléoduc et il y a une pompe à moins de 5 km. Un peu plus loin, près de la commune de La Libertad se trouve une raffinerie ». Résultat ? « Les terres sont polluées et les gens ont des problèmes de santé », assure Juan Antonio.

Mais il y a pire. Depuis la prolongation controversée, en 2010, du contrat d'exploitation de Perenco dans le Parc national Laguna del Tigre, l'État a détaché plusieurs escadrons de l'armée dans la région. « Officiellement, pour lutter contre les narcotrafiquants, indique Juan Antonio, mais les militaires sont surtout là pour protéger les intérêts de Perenco et pour nous chasser ».

Perenco s'est installée au Guatemala en 2001, après avoir racheté la société Basic Resources qui possédait des concessions de forages signées en 1985, pour une durée de 25 ans. Fidèle à sa stratégie d'exploitation des puits de pétrole en fin de vie, la multinationale a jeté son dévolu sur des forages situés dans la région du Péten, l'une des zones naturelles les plus riches d'Amérique centrale en termes de biodiversité.

« Perenco exploite une cinquantaine de puits de pétrole, y compris dans le Parc national Laguna del Tigre. Ce parc d'une superficie de plus de 300 000 hectares, protégé depuis 1989 par la Convention de Ramsar (un traité intergouvernemental pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources, ndlr), explique Amandine Grandjean, du Collectif Guatemala - une association dont l'objectif est le soutien aux organisations de droits humains et au mouvement social et indigène guatémaltèques -. Malgré ce statut, le contrat d'exploitation a été prolongé en 2010 pour une durée de quinze ans sous le nom de « Contrat 2-85 », et ce, en toute illégalité ».

De quoi mettre en péril l'environnement, mais aussi l'existence des trente-sept communautés indigènes - environ 45 000 personnes - qui se sont installées dans ce parc lors des deux grandes vagues de migrations internes. Dans les années 1960, lorsque le gouvernement a décidé de « coloniser » cette région recouverte de forêts. Puis dans les années 1980 et 1990, pour fuir la guerre civile.

Maria Guillermina Enriquez Casleto a 40 ans et fait partie des Indiens Quiché qui ont fui les horreurs du conflit armé et la faim pour se réfugier dans le Péten. En 1998, elle a rejoint la communauté Primavera, près de La Libertad. Mais en 2003, Perenco commence à exploiter trois puits, à moins de cinq kilomètres de chez elle, pas très loin de la raffinerie.

Des pollutions qui mettent en danger les habitants

« Pendant plusieurs mois, nous n'avons pas eu d'eau, assure Maria. Puis nous avons constaté que des réserves

Au Guatemala, une compagnie pétrolière franco-britannique détruit une région naturelle protégée

alentours étaient contaminées, car Perenco utilise l'eau pour refroidir ses infrastructures puis la rejette polluée dans la nature. »

Aux abords de la raffinerie, c'est la qualité de l'air qui inquiète les habitants. « On a du mal à respirer. Certaines personnes ont des tâches sur la peau, des problèmes de vue, de gorge. Des gens sont même atteints de cancer du poumon. » Sans compter les pluies acides qui rongent les toits de tôle ondulée. « Quand on voit ça, se lamente Maria, on se demande quel est l'effet de ces pluies sur nos terres. »

Une pas si bonne affaire pour l'Etat guatémaltèque

Les critiques envers Perenco ne s'arrêtent pas là. « La loi "Fonpetrol", adoptée en 2008, permet la prolongation d'un contrat d'exploitation en cas de bénéfices économiques pour l'État », souligne Amandine Grandjean. Pourtant, selon une étude réalisée en 2010 (en collaboration avec des organisations officielles) par le député indépendant Rodolfo Anibal Garcia, les forages au coeur du parc sont loin d'être une affaire juteuse pour l'État guatémaltèque.

En cause, le principe des « coûts récupérables », comme par exemple les routes construites par l'entreprise pour ses propres besoins mais qui sont censées servir aussi à la population.

« L'argent est avancé par Perenco, mais elle soustrait ensuite ces sommes aux royalties versées chaque année à l'État », précise Amandine Grandjean. Ainsi, l'étude rapporte qu'en 2008, l'année où Perenco aurait dû verser le plus de royalties à l'État, les « dépenses récupérables » ont dépassé les dites royalties de... 255 % ! De quoi relativiser l'image de « plus gros contribuable du pays » que Perenco revendique.

Tout comme celle d'« entreprise socialement responsable », impliquée dans le développement des infrastructures scolaires et de santé dans le Péten. « Il y a seulement quelques pupitres au nom de Perenco dans les écoles, précise Juan Antonio. Et quand les gens vont dans les postes de santé, on ne leur distribue qu'un seul type de médicament. Comme si tout le monde souffrait de la même maladie ! »

L'armée gouvernementale protège l'entreprise contre les habitants

Un autre « fléau » inquiète aujourd'hui les populations indigènes et paysannes du Péten. Depuis la prolongation du contrat, la présence de l'armée s'est renforcée dans la région grâce à... Perenco qui finance quelque deux cent cinquante militaires installés dans le Parc national Laguna del Tigre.

« En 2010, un accord a été signé entre la compagnie pétrolière et l'État, indique Amandine. Il prévoit une contribution de 0,30 dollar par baril produit pour financer le "Bataillon vert" dont la mission officielle est de protéger les richesses environnementales du Parc national Laguna del Tigre et de lutter contre le trafic de drogue très important dans cette région frontalière. »

Mais depuis trois ans, les habitants du Péten dénoncent le comportement d'une armée plus soucieuse de protéger les intérêts de la compagnie pétrolière que de lutter contre le narcotrafic, et qui n'hésite pas à violer le droit de libre circulation.

« Pour rentrer dans le parc, il faut traverser une rivière et emprunter un bac, précise Juan Antonio. Or, pour soit-disant protéger l'environnement, les militaires confisquent les machettes et les outils qui nous permettent de travailler la terre et survivre ».

Au Guatemala, une compagnie pétrolière franco-britannique détruit une région naturelle protégée

D'après de nombreux témoignages, ces mêmes soldats n'hésitent pas non plus à harceler les populations et menacer des leaders communautaires qui osent dénoncer les conséquences de l'extraction du pétrole dans le parc.

« En fait, tout est fait pour nous chasser et permettre à Perenco de continuer à forer de nouveaux puits », enrage Maria. Voire de développer d'autres activités comme de nouvelles plantations de palmes africaines déjà largement implantées dans le sud de la région et le projet de création d'un grand parc touristique autour des pyramides mayas, au nord.

Dans un pays où les populations indigènes sont encore marquées par les horreurs perpétrées par l'armée pendant trente-six ans de guerre civile (1960-1996), cette remilitarisation ravive les pires craintes.

Avec, en filigrane, une question à laquelle le gouvernement guatémaltèque n'a toujours pas répondu. « Comment peut-on expulser des familles au nom de la protection de l'environnement, s'insurge Juan Antonio. Et laisser une compagnie pétrolière détruire ce même environnement et s'enrichir sur le dos du pays et de ses habitants ».

Post-scriptum :

Source et photo M. Lopez : Article transmis amicalement par Faim et Développement Magazine. à lire sur <http://www.reporterre.net/spip.php?article5903>